

ARRÊTÉ

à l'appui d'une demande de crédit de Fr. 110'000.- pour les études préliminaires pour la mise à jour décennale du PGEE

Le Conseil général de la Commune du Locle,
Vu la loi sur les communes (LCo) du 21 décembre 1964,
Vu le règlement communal sur les finances du 25 juin 2015,
ainsi que l'arrêté de sanction du Conseil d'État du 26 août 2015,
Vu le rapport du Conseil communal du 13 mai 2026,

Arrête :

- Article premier.- Un crédit de Fr. 110'000.- HT est accordé au Conseil communal pour la mise à jour du PGEE.
- Art. 2.- Le montant figurant à l'article 1 représente le montant brut du projet, auquel il faut retrancher Fr. 44'000.- de recettes, portant ainsi à Fr. 66'000.- le montant net finalement à la charge de la Ville du Locle.
- Art. 3.- Le montant net figurant à l'article 2 est déduit de l'enveloppe des investissements de l'année en cours.
- Art. 4.- La dépense sera portée au compte: 101081/52900.00.
- Art. 5.- Les modalités d'amortissement seront de 10 %.
- Art. 6.- Le Conseil communal est autorisé à se procurer le financement nécessaire du crédit.
- Art. 7.- Le Conseil communal est chargé de l'application du présent arrêté à l'expiration du délai référendaire.

Le Locle, le 28 mai 2026

AU NOM DU CONSEIL GENERAL

Le président,
M. Rosselet

Le secrétaire,
C. Tissot